

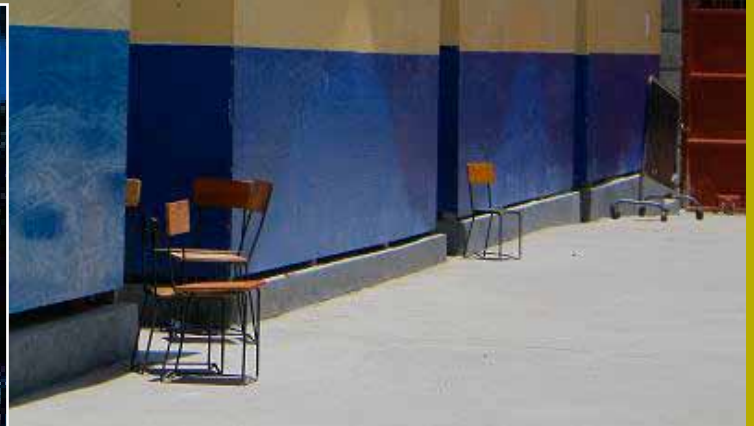


3 • Octobre 2009 - Juillet 2010

# Ansanm

Magazine de la Banque Mondiale en Haïti

## Haïti à l'heure de la Reconstruction





- 03**     **EDITORIAL :**  
Eustache Ouayoro, Représentant de la Banque Mondiale en Haïti
- 04**     • Annulation de la dette, reconstruction, opportunités pour Haïti :  
Ansanm rencontre le Ministre haïtien de l'Economie et des Finances M.  
Ronald Baudin  
• Le secteur privé a un rôle fondamental dans la reconstruction croit le  
président de la chambre de commerce et d'industrie M. Réginald Boulos
- 09**     • H a ï t i -Reconstruction : la culture pour briser les barrières et ouvrir vers  
l'autre (la romancière Evelyne Trouillot)  
• La société civile prône une autre forme de gouvernance dans la nou-  
velle Haïti  
• L'Université souhaite participer à la reconstruction
- 13**     Le secteur service fortement victime se relance
- 15**     Biographie de Dr Joe Leitmann, gestionnaire du programme Fonds pour la  
reconstruction d'Haïti.

**Contact**  
**Mlle Ingrid Sandra Milord,**  
Tél: 3710-0881,  
e-mail: [imilord@worldbank.org](mailto:imilord@worldbank.org)  
internet: [www.worldbank.org/ht](http://www.worldbank.org/ht)



Ce deuxième numéro d'Ansam de l'année fiscale 2009/2010 apparaît seulement maintenant alors qu'il était sensé être sur le marché le 31 janvier 2010. Il est consacré à la reconstruction. Le terrible tremblement de terre du 12 Janvier 2010 qui est la plus grande catastrophe naturelle qui ait jamais frappée Haïti est passé par là et avec lui nous avons perdu notre très chère Margareth Alexandre à qui nous voulons rendre un vibrant hommage pour son amour du travail bien

fait. Elle aurait tellement aimé lire ce deuxième numéro de l'année pour lequel elle avait beaucoup œuvré. Nous lui dédions ce numéro et nous présentons de nouveau nos condoléances les plus attristées à Ruth, sa fille et à sa famille. Margareth, ton sacrifice n'aura pas été vain.

Ce pays connaissait déjà de nombreux problèmes et se relevait assez péniblement de la série de quatre ouragans dévastateurs de 2008 qui avaient réduit son PIB de 15%. Qui ne se souvient pas des émeutes de la faim qui ont accompagné la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'envolée vertigineuse des coûts du pétrole qui avaient mis à mal la stabilité de l'Etat haïtien pendant de nombreux mois. Grâce au travail et la persévérance des Haïtiens et à une gestion prudente de l'économie, les indicateurs économiques étaient repartis dans la bonne direction. Le taux de croissance de l'activité économique était passé de 0,8% à 2,9%, l'inflation réduite de 19,8% à -4,7% et les perspectives pour la mise en œuvre d'un calendrier électoral particulièrement chargé étaient globalement favorables.

De nombreux Haïtiens avaient fait le pari d'aller à la conquête des bulletins de vote de leurs compatriotes afin de les représenter à la Chambre des Députés et au Sénat. Nous attendions tous le 28 février 2010 comme première étape de ce qui pourrait être le début d'un autre processus de transmission du pouvoir par les urnes et les prémisses de la refondation de la démocratie haïtienne.

Le 12 janvier 2010 est passé et ses conséquences meurtrières sur l'ensemble du pays dépassent toute imagination. La Banque mondiale a contribué de manière significative, à l'image d'autres organisations internationales et du Gouvernement, à l'évaluation des dégâts. Les chiffres sont connus et ils résument de manière très imparfaite l'étendue de la désolation, des blessures, des meurtrissures et d'un gâchis à nul autre pareil. Plus de 1,15% du PIB détruit, 108 000 maisons détruites, 105 000 maisons abîmées ou affectées d'une manière ou d'une autre, le secteur privé gravement atteint, le secteur public durement affecté et les secteurs de l'éducation et de la santé mis à genoux. Et ce chiffre incroyable de plus de 300,000 morts dont on ne saura jamais ce qu'est la réalité de ce chiffre.

Nous ne pouvons que nous incliner avec respect devant tant de pertes en vies humaines et tant de blessures gratuites. Tous ceux qui par miracle sont restés vivants ont le devoir de rendre hommage à la mémoire de ceux qui sont partis trop tôt et sans raison. Cet hommage que nous leur devons tous et que tous les Haïtiens doivent à leur pays c'est de le reconstruire sur de nouvelles bases. Il s'agit de refuser la pauvreté comme fatalité et d'embrasser l'avenir avec résolution, imagination, travail et discipline.

Beaucoup a été écrit et a été dit sur comment reconstruire Haïti. Le Gouvernement a produit sa vision et son plan d'action pour la reconstruction qui se base sur la refondation sociale, la refondation économique, la refondation territoriale et la refondation institutionnelle. Ce plan a été présenté à NYC et a reçu le soutien de la communauté des bailleurs de fonds qui a promis de le financer à hauteur de plusieurs milliards de dollars. La solidarité internationale qui s'est manifestée dès le tremblement de terre et qui a permis de faire face à la grave crise humanitaire qui menaçait le pays doit faire place à une solidarité sur le long terme. La reconstruction du pays sera longue, difficile et complexe. Elle ne se fera pas en empruntant des raccourcis, à coups de formules magiques, de solutions simplistes et de critiques faciles. Que faut il faire et comment le faire et quel sera le rôle de la Banque mondiale ?

Des points de vue sur la question sont aussi nombreux que variés et c'est tant mieux. Cette édition vous donne l'occasion de prendre connaissance des points de vue d'acteurs majeurs de la société haïtienne et d'apprécier la profondeur et la diversité de leurs analyses. Malgré cette diversité de points de vue, les analystes et autres observateurs de la société haïtienne sont d'accord pour reconnaître que la reconstruction d'Haïti ne pourra se faire sans un minimum de stabilité politique et sans un vrai leader-

ship des élites, une maîtrise de l'insécurité, une gestion intelligente de l'économie, une gouvernance renforcée, l'implication de toutes les composantes de la nation et une vraie décentralisation pour que les décisions se prennent suivant le principe de subsidiarité pour qu'elles se prennent rapidement. Le nouvel Haïti que tous les Haïtiens appellent de leurs vœux sera d'abord et avant tout l'œuvre des Haïtiens eux mêmes. La reconstruction d'Haïti aura véritablement lieu que si l'on sait tirer parti de cette incroyable capacité à rester debout du peuple Haïtien et de son inégalable ingéniosité. La reconstruction du pays ne se fera que si l'on crée les conditions qui permettent d'offrir des opportunités au plus grand nombre en facilitant l'accès à des financements, en supportant l'encadrement technique et institutionnel des initiatives et en améliorant un tant soit peu la qualité des infrastructures (dont l'accès à l'électricité), grâce à une réelle décentralisation de la prise de décisions et en s'assurant que ceux qui ont une parcelle de responsabilité publique se soumettent à leur devoir de reddition vis-à-vis de ceux qui les ont mis en commande.

Que va faire la Banque mondiale pour répondre à cet incroyable défi de la reconstruction du pays ? Nous continuerons comme par le passé de reconnaître le leadership du Gouvernement et des acteurs nationaux dans la définition des stratégies de développement du pays. Nous considérons la coordination avec les autres bailleurs de fonds comme essentielle à toute efficacité de notre action. Sur ces bases, travailler avec les institutions nationales pour les renforcer au lieu de les affaiblir restera un axe fort de notre stratégie d'appui à la reconstruction du pays. Améliorer la gouvernance économique pour préserver les nombreux acquis et les approfondir est une exigence de la refondation économique, sociale, territoriale et institutionnelle que la Banque mondiale continuera d'accompagner. Même si les axes stratégiques de notre soutien au Gouvernement (développement économique et développement local, développement humain et protection et gestion des désastres) restent d'actualité, une meilleure intégration des synergies au sein du Groupe de la Banque mondiale devrait permettre un soutien beaucoup plus efficace au développement du secteur privé. Un meilleur développement urbain couplé avec la décentralisation dans le cadre des pôles de croissance ainsi que la reconstruction de l'habitat et le développement du logement offrent des perspectives intéressantes d'intervention que nous examinerons avec attention à l'occasion du prochain re-financement du guichet pays pauvres de notre institution. Le renforcement de nos moyens humains et opérationnels est une exigence à laquelle nous sommes en train de répondre afin de nous permettre d'être plus flexibles et plus rapides et d'être mieux en phase avec les besoins de reconstruction du pays.

De manière plus prosaïque, six opérations en cours d'exécution ont été restructurées et trois autres le seront incessamment (sur un portefeuille de 15 opérations) pour répondre aux nouveaux besoins liés à la reconstruction du pays. Depuis le 12 janvier 2010, ce sont près de 200 millions de dollars qui ont été approuvés par le Groupe de la Banque mondiale en Haïti pour l'éducation de base, le développement local, les infrastructures, la gouvernance économique, l'annulation du reliquat de la dette et pour le soutien au secteur privé. La Banque mondiale prépare un programme communautaire pour la reconstruction des habitations (avec un financement prévu de 30 millions de dollars) qui devrait être approuvé dans les trois prochains mois. Ces appuis permettent au Gouvernement de financer les frais d'écologie de 140,000 enfants et à 50,000 enfants de continuer de bénéficier de repas chauds à l'école. Plus de 150,000 logements ont été évalués à ce jour à Port-au-Prince quant à leur habitabilité ou non et de nombreux évaluateurs ont été formés et plus de 500 espaces de bureaux seront bientôt mis à la disposition du Ministère des Finances et de la Direction Générale des Impôts. Grâce à ces ressources le Gouvernement a commencé les travaux d'urgence de réhabilitation de tronçons de route sur l'axe Carrefour Dufort-Jacmel, de curer cinq canaux primaires à Port-au-Prince qui ont réduit les risques d'inondations et de remettre à niveau les structures nationales de soutien à la gouvernance.

La Banque mondiale prépare un nouvel appui budgétaire de \$30 million à décaisser au mois de Août 2010 dans le cadre d'un programme de gouvernance renforcée appuyé par tous les bailleurs de fonds membre du groupe de l'appui budgétaire en plus des 12,5 millions de dollars déjà décaissés en Janvier 2010 juste après le séisme. La Banque mondiale est un partenaire clé dans la préparation du fonds de garantie partielle pour la relance des prêts au secteur privé et travaille au soutien au secteur des assurances. La Banque mondiale est l'agent fiscal du Fonds multi donateurs de Reconstruction d'Haïti (qui a recueilli près de 95 millions de dollars au 24 juin 2010) et est chargée à la demande du comité de pilotage du fonds préside par le représentant du Gouvernement de mettre des ressources financières à la disposition des structures partenaires pour la réalisation d'activités approuvées par la Commission Intérimaire de Reconstruction d'Haïti.



## Annulation de la dette, reconstruction, opportunités pour Haïti : Ansanm rencontre le Ministre haïtien de l'Economie et des Finances M. Ronald Baudin



**La Reconstruction d'Haïti a été lancée le 17 juin avec la tenue de la première réunion à Port-au-Prince de la Commission intérimaire (CIRH) coprésidée par le Premier ministre d'Haïti Jean-Max Bellerive et l'ex-président des Etats-Unis Bill Clinton.**

**Le même jour s'est tenue la première rencontre du Comité de pilotage (les gestionnaires) du Trust fund. La Banque mondiale qui a été désignée comme agent fiduciaire des fonds qui seront consacrés à la reconstruction d'Haïti, avait annoncé officiellement fin mai l'annulation de la dette d'Haïti envers l'institution. Cette décision a été prise à la veille de la réunion de Saint-Domingue, première conférence de suivi du Sommet de New York où le 31 mars la communauté internationale s'est engagée à fournir 10 milliards de dollars sur cinq ans pour la reconstruction d'Haïti.**

**Invité de ANSANM, le ministre d'Haïti de l'Economie et des Finances M. Ronald Baudin se réjouit de cette mesure et voit de bonnes perspectives pour son pays. Il a répondu à nos questions sur la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) et sur la contribution des pays donateurs.**

**Monsieur le ministre, à ce jour, est-ce que les promesses d'aide commencent à se matérialiser?**

Le compte est ouvert et il commence à être alimenté. Il y a le Brésil qui a fait sa première contribution à hauteur de 55 millions de dollars dont 15 millions d'appui budgétaire. La Norvège aussi a apporté 30 millions ainsi que le Venezuela. Ces fonds sont disponibles. Parmi les premières opérations que le Trust fund va faire ce sera la mise à disposition du gouvernement de l'appui budgétaire du Brésil et de la Norvège.

**Avez-vous mis en place un mécanisme de suivi pour aller chercher les contributions promises par**

### les donateurs

Deux dispositifs susceptibles de nous permettre de faire un meilleur suivi sont mis en place. D'abord le fait qu'il y ait ce Trust fund où tout le monde est sensé déposer sa contribution et que ce Trust fund soit piloté par Haïti et la communauté internationale, donne une meilleure possibilité d'aller rechercher ces fonds et de faire la coordination dans de meilleures conditions.

Ensuite, l'autre instrument dont nous disposons, c'est une matrice commune à laquelle la plupart des bailleurs engagés dans l'appui budgétaire ont souscrit et c'est un autre instrument qui va nous permettre de relancer les bailleurs pour

qu'ils tiennent leurs promesses.

### S'agit-il de prêts ou de dons qui seront faits à Haïti dans le cadre de la Reconstruction

Il n'y a que des dons qui seront faits à Haïti. A la réunion de New York tout ce qui a été annoncé sont exclusivement des dons. Depuis que nous avons bénéficié de l'initiative PPTTE (Initiative des pays pauvres très endettés) où une partie de la dette d'Haïti a été annulée, et après le séisme d'autres bailleurs ont décidé d'annuler la dette d'Haïti. Depuis cette période nous ne recevons plus de prêts mais des dons. Exceptionnellement on peut recevoir des prêts à des taux concessionnels.

### A propos de la dette, quelle est la situation actuelle d'Haïti. La Banque mondiale vient d'annuler 36 millions, cela traduit quoi exactement ?

Dans le cadre de l'initiative PPTTE nous étions éligibles à un montant d'annulation de dette dépassant 1 milliard de dollars. J'ai bien dit éligible, car une fois la décision prise, il revient à chaque bailleur de négocier de manière bilatérale avec Haïti l'annulation de sa dette. On a déjà bénéficié de plus de 500 millions d'annulation de dette. A partir du 12 janvier, il y a eu une accélération du processus. Des bailleurs qui n'étaient pas trop chauds ont décidé de prendre des initiatives les unes plus innovantes que les autres.

Je pense en particulier à l'initiative du Trésor américain qui a proposé aux institutions financières internationales qui étaient créancières d'Haïti mais d'après une formule innovante. Les Etats-Unis apportent la moitié du montant, les autres pays membres apportent l'autre moitié, donc on restitue aux institutions financières internationales la dette d'Haïti. Dans le même temps, ces institutions



Nouveau local du Ministère des Finances financé par la Banque Mondiale

s'engagent à utiliser ces montants dans un fonds qui va servir pour faire des dons y compris à Haïti encore. De sorte que Haïti va bénéficier du propre montant d'annulation de sa dette qui est payée par d'autres partenaires. Il y a le cas de la BID, 479 millions de dollars ont été annulés et on va poursuivre avec les autres institutions internationales.

#### **Au fond Est-ce une bonne chose pour Haïti que ses dettes soient effacées ?**

Très certaine c'est une bonne chose. Parce que le fait de ne pas avoir à rembourser régulièrement donne la possibilité à notre pays d'utiliser ses ressources pour les investir dans des infrastructures, pour les mettre dans des services sociaux de base à l'avantage de la population et pour améliorer ses conditions de vie. C'est une excellente chose.

#### **Avez vous l'assurance que les pays qui ont fait des promesses de dons à Haïti vont tenir leurs engagements ?**

Nous n'avons aucune raison de penser que ces pays ne vont pas honorer leurs promesses. Ils ont pris conscience de la situation dans laquelle nous étions avant le 12 janvier. Ils ont pris conscience des efforts que nous faisons avant le séisme pour améliorer les conditions de vie de la population. Et ils ont constaté les dégâts que le séisme a causé dans le pays et ils ont décidé de manière volontaire et spontanée d'aider Haïti. A l'occasion de la conférence des bailleurs à New York, ils ont pris des engagements solennels à la face du monde, donc je n'ai aucun doute que tous les bailleurs vont tenir leurs engagements.

#### **A propos de la gestion des sommes promises à Haïti, quel est le rôle d'une institution comme la Banque mondiale ?**

Dans le cadre de la reconstruction d'Haïti, la Banque mondiale va avoir au moins trois cha-

peaux. D'abord son chapeau traditionnel de bailleur de fonds d'Haïti qui continuera à financer Haïti que ce soit pour l'appui budgétaire ou à travers le financement de projets. Elle va avoir un deuxième chapeau en tant que membre de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti et elle sera aussi l'agent financier du Trust fund, dans le sens où le compte du Trust fund sera ouvert dans ses livres et la BM va accueillir le secrétariat exécutif du Trust fund. Donc, la Banque mondiale sera le caissier du programme de

la reconstruction d'Haïti. Le processus sera inclusif dans le sens où le Trust fund a un comité de pilotage présidé par le ministre des Finances d'Haïti et au sein duquel on trouvera aussi des représentants des bailleurs. Ce comité sera très ouvert et très transparent et va permettre de bien coordonner le flux d'aide des bailleurs et la CIRH va être le donneur d'ordre pendant que le Trust fund va assurer le financement des projets que la Commission lui soumettra. Ce dispositif va nous donner beaucoup d'avantages ne serait-ce que pour la sérénité des opérations.

#### **Est-ce que ces mécanismes assurent une bonne gestion des fonds ?**

Tout à fait, parce que dans le passé on nous reprochait de n'être pas assez transparent, on nous reprochait même à tort d'encourager la corruption. Avec ce dispositif, les rôles seront bien connus de tous les partenaires et à ce moment-là il n'y aura pas de place pour le doute, pour l'improvisation et surtout cela va nous donner une bonne maîtrise de ce que feront tous les acteurs qui vont utiliser les fonds de la Reconstruction pour mettre en œuvre des projets.

#### **Quel sera le rôle des ONG dans la reconstruction? On entend dire qu'elles seront intégrées au sein de la CIRH quelle sera leur marge de manœuvre vis à vis des bénéficiaires de leurs actions que sont les membres de la population ?**

Les ONG vont continuer à opérer de manière directe sur le terrain. Ce qui va changer c'est que pour bénéficier du financement de la Commission, il faudra que ces ONG puissent démontrer que leurs projets découlent directement du plan de reconstruction présenté à New York. Il faudra aussi qu'elles rendent compte de ce qu'elles auront fait sur le terrain des montants qui leur seront confiés.



### Où est la place du secteur privé haïtien dans tout cela ?

Le succès de ce gouvernement et des autres qui vont suivre, la réussite de la reconstruction dépendent en grande partie du secteur privé. C'est pour quoi dès le lendemain du 12 janvier, le président de la République, M. René Préval, le Premier ministre Jean-Max Bellerive et le gouvernement, moi même en tant que ministre des Finances, on a tout fait pour mettre le secteur privé en situation de pouvoir recommencer à fonctionner. Le secteur va certainement faire de bonnes affaires mais il lui faudra aussi se hisser à la hauteur de la situation. Il

devra prendre conscience que à lui seul il ne pourra pas absorber le marché de la reconstruction, il faudra qu'il passe des alliances avec des grands investisseurs étrangers pour pouvoir non seulement bénéficier non seulement du financement de ces grands investisseurs mais aussi de leur savoir faire. A ce moment-là, tout le monde pourra tirer des avantages de la reconstruction, le secteur privé haïtien sortira grandi de cette reconstruction et peut-être qu'à l'avenir il pourra assumer même seul un autre marché qui sera tout aussi alléchant.

### Faisons une sorte de projection dans l'avenir. Pouvez-vous prévoir où sera Haïti dans 10 ans au terme de ce plan de reconstruction ?

Quand j'ai pris fonction en novembre dernier j'avais commencé à négocier avec la BM un programme sur 3 ans qui visait une vaste campagne d'infrastructure de toutes sortes, Infrastructures routières, électricité système d'irrigation pour l'agriculture en s'appuyant sur des partenariats secteur public/secteur privé pour attirer massivement des investissements dans le pays et cela nous permettrait de sortir de .la période de stabilisation macroéconomique avec très peu de croissance que nous avons eu ces dernières années pour entrer dans une période toujours de stabilisation macroéconomique avec des taux de croissance de plus en plus élevés. Le tremblement de terre est venu mettre un peu de pagaille dans les perspectives a très court terme puisque cette année nous aurons un taux de croissance négative donc très faible, moins 8,5%, mais nous sommes en train de faire en sorte que cette calamité qui vient de nous frapper soit convertie en opportunité pour que dès l'année prochaine on rebondisse avec un taux de croissance très élevé voisin de 10% et aligne pendant plusieurs années des taux de croissance qui ne seront jamais inférieur à 6 %. Pour cela nous



Nouveau local du Ministère des Finances financé par la Banque Mondiale

comptons d'abord sur la reconstruction du pays, il y aura beaucoup d'investissements de l'Etat pour la reconstruction physique des zones détruites mais nous ne voulons pas nous cantonner à la reconstruction de Port-au-Prince, la capitale, et des zones environnantes qui ont été touchées. Nous voulons profiter pour entrer véritablement dans le déconcentration. Avant même que les opérations de la CIRH aient commencé, avant même que le Trust fund ait commencé à financer des projets, le gouvernement a mobilisé des fonds du trésor public et du programme Petrocaribe pour faire beaucoup d'investissements dans les infrastructures dans les villes de province. C'est pour bien marquer notre option pour la déconcentration. Nous comptons sur les stimulants que nous allons donner au secteur privé pour qu'il y aie beaucoup d'investissements aussi bien des investissements nationaux que des investissements étrangers directs. Nous sommes déjà en pourparlers avec beaucoup de groupes très sérieux dans le monde entier et je suis certain que les prochaines années seront des années de grands chantiers, ça va créer beaucoup d'emplois et créer une nette amélioration des conditions de vie de sorte que à l'horizon de dix ans nous seront bien meilleurs que nous avons été avant le 12 janvier.

### A quel prix? Certains craignent que le pays ne perde sa souveraineté ?

Moi je n'ai pas d'inquiétude sur cette question d'autant que le dispositif que nous sommes en train de mettre en place est un dispositif intérimaire pour 18 mois à l'expiration desquels la structure qui va s'occuper de la reconstruction sera nationale même si elle pourra continuer à bénéficier de l'expertise et de l'assistance technique des étrangers comme c'est le cas pour beaucoup de pays.



## Le secteur privé a un rôle fondamental dans la reconstruction croit M. Réginald Boulos



beaucoup de partenaires », dit Réginald qui se présente comme un homme d'affaires « agressif » au plan marketing et « conservateur » financièrement. Il ne met pas tous ses œufs dans un même panier.

A l'exemple de son groupe, « le plus frappé », estime-t-il par le tremblement de terre mais qui a pu très vite reprendre ses activités, Réginald Boulos a dessiné le plan de redressement du secteur privé dans la perspective d'un pays reconstruit, refondé.

« Notre plan a été remis au gouvernement et présenté le 31 mars à New York à la communauté internationale qui lui a fait un très bon accueil. Il est basé sur 5 principes essentiels : le leadership, la décentralisation, la modernisation, le renforcement des capacités de l'Etat et l'indépendance de l'aide internationale », énumère M. Boulos citant le Rwanda en exemple.

« C'est le modèle que nous devons suivre, celui de Paul Kagame qui s'est imposé comme leader pour rallier toute la Nation derrière lui dans une nouvelle vision du Rwanda », dit le numéro un de la Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti. Il cite aussi le président brésilien Luiz Ignacio Lula Da Silva qui a fait du Brésil un grand pays capitaliste avec un très bon système social. « C'est ce qu'il faut pour Haïti », juge Réginald Boulos.

Selon lui, il faut profiter de la crise pour transformer l'économie et la société haïtiennes.

Le secteur privé haïtien est représenté au sein de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti par le président de la Chambre de commerce et d'industrie Réginald Boulos un homme d'affaires très connu en Haïti. Ansam l'a rencontré pour ses lecteurs.

Sous sa direction, le secteur privé haïtien n'a pas attendu longtemps pour préparer son plan pour la reconstruction d'Haïti. C'est que Réginald Boulos, président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti (CCIH), homme d'affaires à succès, est un visionnaire.

« Je sais saisir les opportunités », résume ce médecin qui a abandonné son bistouri et son scalpel aussitôt ses études bouclées à 22 ans à l'école de médecine publique d'Haïti pour les affaires où il est sans doute aujourd'hui à 56 ans, l'investisseur haïtien le plus connu.

« Tout a pourtant mal commencé avec deux échecs », se souvient Réginald Boulos. Mais ce descendant d'immigrés libanais n'est pas homme à renoncer facilement. Après plusieurs expériences, il se retrouve aujourd'hui à la tête de plusieurs entreprises.

« Je suis la face publique, celui qui est connu de tous, mais je ne suis pas seul », révèle-t-il.

Sa formule de succès : ne jamais agir en solo. « J'ai

### Qu'est-ce qui empêche à Haïti de faire le saut vers le développement ?

Il y a des difficultés historiques et conjoncturelles. Historiques parce que l'intellectuel comme le commerçant ou le paysan haïtien refuse de confronter la réalité. Nous fuyons toujours nos responsabilités. Difficultés conjoncturelles parce que au lendemain de la dictature des Duvalier la transition n'a jamais été faite. Nous sommes sortis d'une dictature féroce pour passer sans préparation à une libéralisation féroce, à une démocratie féroce. Le président René Préval aurait pu réaliser cette transition mais il a raté l'opportunité.

Regardez, après le 12 janvier on n'a pas su faire émerger un véritable projet de société incluant tous les Haïtiens. C'est vrai qu'il y a un plan de reconstruction auquel le secteur privé a contribué, mais d'autres groupes organisés de la société reprochent au chef de l'Etat de ne les pas avoir consultés. Ils ont peut-être raison, cependant nous du secteur privé nous n'avons pas attendu d'être consultés. Nous nous sommes imposés par la force de nos propositions.

### Le plan de reconstruction du pays conçu après le



### 12 janvier, ne porte-t-il pas les éléments d'un nouveau projet de société ?

Je pense que le plan du secteur privé étant beaucoup plus précis et s'adressant plus directement aux problèmes sociaux devrait servir au gouvernement pour améliorer son plan et en faire un plan national. Il faut que les gens se retrouvent dans ce projet. Il faut par exemple investir dans l'éducation, créer une classe moyenne forte pour lancer le développement du pays. En ce sens nous prôtons, ce que j'appelle une discrimination inverse. C'est-à-dire accorder plus de facilités de crédit aux petites entreprises et à la classe moyenne. C'est à ce prix que le pays deviendra un pays stable.

Le plan du secteur privé prévoit cinq piliers sur lesquels doivent se reposer la reconstruction; des emplois et des opportunités économiques partagées. Les autres piliers sont l'agriculture et dans l'environnement, l'éducation et la santé, le logement et la sécurité économique. Enfin la bonne gouvernance et le renforcement des capacités de l'Etat.

### Quel rôle doit jouer le secteur privé dans cette reconstruction ?

Le secteur privé comme secteur le plus organisé du pays a un rôle fondamental à jouer. Pas seulement au niveau de la création d'emplois, au niveau économique, mais aussi au niveau social et au niveau politique.

On ne peut pas dissocier la politique de l'économie. L'un va avec l'autre.

Aujourd'hui, il y a une nouvelle génération du secteur privé qui dit qu'on ne peut pas être un secteur privé responsable et ne pas se mêler de politique. Aujourd'hui par exemple notre secteur se prononce en faveur d'élections dans le pays. Nous sommes très clairs. Il faut qu'il y ait des élections dans le pays cette année. Il faut que le président René Prével parte à la fin de son mandat le 7 février 2011. C'est donc un secteur privé qui émet une opinion politique sans être partisan pour autant. Par exemple nous croyons qu'il faut aider les partis politiques. Il faut leur offrir un financement pour les permettre de participer pleinement aux élections. Pour en revenir au rôle du secteur privé dans la reconstruction, il est dans le plan que nous avons nous même proposé qui soutient la nécessité d'un partenariat solide entre les secteurs privés, civils et publics. Nous devons aussi nous préparer à lais-



ser de côté les façons de faire des affaires et de gouverner du passé. Il faut confier à Haïti le leadership de la reconstruction.

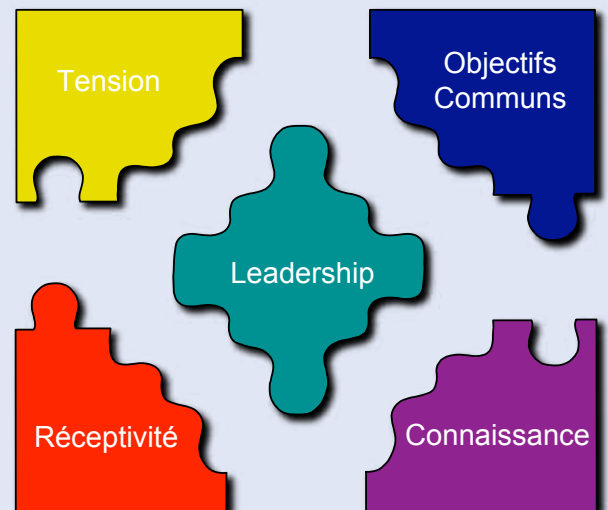
### Etes-vous de ceux qui croient que le pays est sur le point de perdre sa souveraineté en confiant sa reconstruction à une commission internationale ?

Je pense que la souveraineté commence d'abord par l'indépendance économique. Le jour on sera souverain, c'est le jour on cessera de tendre notre sébile pour demander de l'aide. On nous promet 10 milliards de dollars en dons, cela ne c'était jamais fait dans le monde entier. Quelque part, nous avons déjà perdu notre souveraineté. Depuis de nom-

breuses années c'est la communauté internationale qui gère ce pays, ce sont les ONG qui travaillent ici sans aucune supervision. Aujourd'hui je crois au contraire que la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) nous redonne une partie de cette souveraineté.

En conclusion, le président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Haïti juge qu'Haïti devrait profiter de cet élan sans précédent de la communauté internationale pour lancer les grands changements dans le pays, engager un vrai dialogue national, inclusif.

Réginald Boulos croit en tout cas que le tremblement de terre va constituer un tournant fondamental dans l'histoire du pays. « Haïti va changer », croit-il. « Les signes sont déjà là », soutient M. Boulos





## Haïti -Reconstruction : la culture pour briser les barrières et ouvrir vers l'autre (la romancière Evelyne Trouillot)



**Haïti-Reconstruction : la culture pour briser les barrières et ouvrir vers l'autre**

**La culture a sa partition à jouer dans le processus de la reconstruction d'Haïti, elle ne doit pas en être écartée, soutient la romancière Evelyne Trouillot. Cependant, la culture doit d'abord être redéfinie et inclure celle du plus grand nombre. Pour l'auteure de *Rosalie l'infâme* (Dapper, 2003) et de *La mémoire aux abois* (Hoëbeke, 2010), la culture haïtienne doit accepter de briser les barrières, d'aller jusqu'au bout sans peur de faire éclater les contradictions.**

**Mme Trouillot, quel rôle, selon vous, la culture peut jouer dans le processus de la reconstruction ?**

La reconstruction doit être vue d'un point de vue global pour apporter un changement réel. Il faut remonter à la fondation même de la république d'Haïti et voir dans quelle mesure dès le départ la grande majorité de la population avait été mise à l'écart. Et l'un des aspects les plus flagrants de cette exclusion est justement la culture, la langue, les traditions, les coutumes. Je ne veux pas m'attarder sur la démarche aliénatrice de nos premiers littéraires, par exemple, mais je voudrais seulement les citer pour montrer comment la culture du plus grand nombre avait été traitée comme valeur négligeable. Un processus de reconstruction doit prendre en compte la culture mais pour cela, il faut aussi penser éducation, politique linguistique, politique culturelle, recherches et études pour une

connaissance véritable de la société haïtienne, une connaissance qui ne se limiterait pas au milieu urbain et à la capitale.

**Dans quelle mesure les artistes et les autres acteurs du secteur culturel peuvent s'impliquer concrètement dans ce processus ?**

Je pense que l'artiste, le créateur, l'écrivain s'intéresse à ce qui se passe autour de lui. Individuellement, à sa manière, il se sent interpellé, sollicité et réagit en créant, en modifiant la réalité, en faisant bouger les mots, pour reprendre l'expression d'une poétesse québécoise. Et en faisant bouger les mots, moi je dis qu'il donne un autre visage à la réalité. Maintenant s'il s'agit d'un mouvement national de reconstruction, il faudrait que les institutions étatiques pensent à faire appel aux acteurs culturels pour les inviter à réfléchir, à créer du sens à partir de cette tragédie qui nous a tous marqués. Il faut aussi que parallèlement les artistes se rassemblent en associations, en groupes, en collectifs pour voir dans quelle mesure ils peuvent participer au mouvement de reconstruction. Pour qu'il y ait une démarche de réflexion véritable sur la culture et non pas des manifestations sporadiques au gré des ministres, responsables d'institutions étatiques ou directeurs/rices d'ONGs.

**Le secteur culturel s'est plaint d'avoir été écarté des différents plans proposés pour la reconstruction d'Haïti. Qu'est-ce explique cette mise à l'écart, selon vous ?**

C'est vrai qu'il y a eu mise à l'écart. Paradoxalement, alors que la presse internationale via les journaux français, canadiens et américains, les télévisions suisses, australiennes, françaises et sud américaines, les émissions radiophoniques européennes pour ne citer que quelques exemples, faisait appel aux artistes haïtiens en général et aux écrivains en particulier au lendemain du séisme, l'Etat haïtien semblait avoir oublié qu'ils existaient. Et pourtant ce sont les voix des écrivains haïtiens qui ont permis au monde de mieux comprendre la complexité de la situation, de voir la dignité et le courage du peuple haïtien, en butte à une catastrophe d'une telle amplitude. Ce sont ces voix qui ont contrecarré les images et perceptions habituelles d'un pays où la misère et la violence auraient tué l'humanité.

Je ne peux pas expliquer les raisons pour lesquelles le secteur culturel a été écarté du processus de reconstruction – il n'a d'ailleurs pas été le seul à l'être-, il me paraît plutôt important de rappeler qu'une société doit faire appel à toutes ces ressources pour surmonter les obstacles. Une société aussi vulnérable que la notre se doit de respecter tous ses créateurs et de les valoriser. Pour donner à la jeunesse l'espoir et la confiance dans ce pays.

**Pour certains, la culture ne serait pas une urgence aujourd'hui. Qu'avez-vous à leur dire ?**

Le 12 janvier 2010 n'a fait que mettre en relief, aux



yeux du monde entier, les contradictions de notre société, ses laideurs, ses faiblesses, son courage et sa dignité. Autrement dit, si certains pensent que la culture n'est pas une urgence aujourd'hui, elle ne l'était pas non plus avant, à leurs yeux. Pourtant, la poésie pour parler de la forme la plus sublime de la littérature, est justement celle qui permet d'arriver à l'humain, de toucher du doigt ce qui fait mal et de redonner vie à la chair qui se désagrège. Le poète Louis Aragon a écrit :

L'homme crie où son fer le ronge et sa plaie engendre un soleil plus beau que les anciens mensonges.

La poésie, la littérature, la peinture, la musique, la culture, ne sont pas des denrées auxquelles auraient droit seulement les sociétés où les problèmes économiques et matériels majeurs sont résolus. D'ailleurs, les exemples abondent pour prouver le contraire, ce sont souvent les sociétés les plus démunies matériellement, les sociétés avec des problèmes de toutes sortes, en proie à la guerre, à la violence, qui enfantent les chefs-d'œuvre littéraires. Plus que jamais nous avons besoin de culture, de poésie, de beauté, pour nous aider à mieux nous situer, pour nous aider à faire face aux obstacles, à mieux nous comprendre l'un l'autre. Dans notre société, les réalités sont si multiples que nous avons parfois l'impression de vivre dans un pays ayant plusieurs petits pays dans son sein. Dans un pays avec des écarts économiques inacceptables, un pays où les extrêmes se côtoient

mais ne se regardent vraiment pas, la littérature peut ouvrir vers l'autre et mettre à nu les tabous et les mensonges.

### **Comme tous les autres secteurs, le culturel doit lui-même se reconstruire. Par quoi devrait-on commencer ?**

Par redonner à tous la possibilité de se sentir concernés, en tant que citoyens et citoyennes dans ce mouvement de reconstruction. En faisant éclater le concept même de culture nationale pour qu'il puisse intégrer et contenir non pas un secteur mais plusieurs secteurs de notre population. Apprendre aux petits Haïtiens à aimer leur culture, à la connaître, à savoir d'où elle vient, et comment elle évolue. Leur apprendre à accepter et à questionner car la culture n'est pas stagnante, elle évolue et elle grandit comme la population qui la fait vivre, mais elle doit venir du dedans, de la rencontre de nos contradictions, de ce qui fait battre le cœur. Elle ne peut ni être imposée ni rejeter une partie d'elle-même sans en payer le prix. La reconstruction ne peut se faire dans le respect du statu quo qui jusqu'à date a plutôt généré une société morcelée et fracturée. Aussi, pour se reconstruire, se faire encore plus belle et plus grande, la culture haïtienne doit-elle accepter de briser les barrières, d'aller jusqu'au bout sans peur de faire éclater les contradictions. Pour que la culture reflète plus que jamais la richesse et la diversité de la société haïtienne.

## **La société civile prône une autre forme de gouvernance dans la nouvelle Haïti**



**La santé, l'éducation, une autre forme de gouvernance, prône la Société civile**  
**Pour la reconstruction d'Haïti, Rony Desroches de l'Initiative de la société civile, ISC, préconise la santé,**

**l'éducation, une nouvelle mentalité et une autre forme de gouvernance.**

**La vision de la société civile dans le processus de la reconstruction d'Haïti est d'abord celle d'un pays mieux équilibré, avance Rony Desroches lors d'une interview accordée à la Revue Ansamm dans son bureau à Pétion-ville, au siège de l'Initiative de la société civile (ISC).**

« Jusqu'au 12 janvier, déclare le professeur d'université, nous avons eu un pays qui a présenté sur le plan territorial, démographique et économique un gros déséquilibre en ce sens qu'on a eu une hypertrophie de la capitale par rapport au reste du pays. Hypertrophie au point de vue démographique, mais aussi économique car 60% de l'économie haïtienne était à Port-au-Prince, ainsi que 85% des recettes de l'État. D'autant plus que cette absorption d'une grande partie de la population s'est faite sans véritable préparation avec les infrastructures pour accueillir tout ce monde-là. « Il va falloir, propose M. Desroches, créer des pôles de



développement dans le pays pour fixer les gens en province et attirer d'autres personnes. Pour cela, il faut qu'il y ait une forme de décentralisation politique. Ça veut dire qu'il faudra donner beaucoup plus de pouvoir aux Municipalités, aux Casecs (Conseils d'administration des sections communales) pour qu'ils puissent prendre des décisions ».

Pour la reconstruction, Rony Desroches promeut aussi le respect des normes et le bannissement de l'anarchie. « Il va falloir appliquer les normes. On ne peut plus construire dans l'anarchie comme on l'a fait jusqu'à présent. Il va falloir qu'il y ait des normes non seulement au niveau du code de construction mais aussi au niveau de l'utilisation de certains espaces qui doivent être réservés à l'agriculture, à la construction, des espaces devant même être interdits à la construction... »

Une plus grande importance doit également être accordée à l'éducation, poursuit le professeur. « Nous avons une population n'ayant pas un niveau d'éducation lui permettant de fonctionner convenablement ni dans une démocratie participative, ni dans un État de Droit et encore moins dans une société en constant progrès. L'État devra investir davantage dans le secteur éducatif, réguler davantage l'éducation. Il faut corriger aussi un certain déséquilibre au niveau de la formation professionnelle ».

Mais il n'y a pas que l'éducation mais aussi la santé à prendre en compte dans le processus de reconstruction, ajoute le responsable de l'ISC. « Les Haïtiens doivent jouir d'une bonne santé qui leur permette de produire, de travailler. Il faut encore penser à l'environnement, il faut une couverture végétale beaucoup plus importante qu'aujourd'hui. » L'éducation, la santé mais aussi une nouvelle façon de gouverner, de faire de la politique doivent être prises en compte dans le processus de reconstruction

d'Haïti. « Nous avons une démocratie en train de se développer, mais encore embryonnaire. Des progrès ont été réalisés avec la liberté de la presse, la liberté d'expression, il va falloir accorder beaucoup d'importance aux partis politiques. C'est un élément qui manque dans l'élaboration de la démocratie. Nous n'avons pas encore des partis avec des programmes bien construits, des projets de société. Il va falloir travailler beaucoup là-dessus pour avoir une démocratie viable, qui concourt au bien-être de la population », explique M. Desroches.

A ce processus de reconstruction, la société civile entend apporter sa contribution, soutient le président de l'ISC. Celle-ci peut se faire de différentes natures. La société civile joue un très grand rôle dans l'éducation, souligne-t-il. L'État ne représente que 15% de ce secteur. La plus grande part revient au privé. Idem au niveau de la santé ou le secteur privé représente 70%.

« Le dialogue social et politique peut également favoriser la reconstruction du pays, mais la société civile ne va pas s'en tenir au dialogue, à la cohésion sociale, elle va aussi mettre la main à la pâte pour reconstruire le pays », annonce-t-il. Il faut que la société civile donne son point de vue, participe. L'État ne peut pas tout faire tout seul, il va falloir le concours des citoyens.

L'un des éléments les plus importants est la conception même de la reconstruction, ajoute Rony Desroches. Malheureusement, se plaint-il, le gouvernement n'a pas suffisamment accordé d'importance à cette participation. « Des plans ont été élaborés, il n'y a pas eu suffisamment de consultations si bien que les gens ne se retrouvent pas à travers les plans proposés par le gouvernement. Ces plans ne sont pas coulés dans le béton, on espère une plus grande participation de la société civile », conclut-il.

### Haïti, une société civile ne constante progression

Le thème de « société civile » a été très évoqué en Haïti lors des différentes manifestations pour porter le président Aristide à laisser le pouvoir en 2004. Mais l'histoire haïtienne de ce concept lié à l'évolution de l'État de Droit et de la démocratie remonte à l'époque des dictatures des Duvalier, selon Rony Desroches. « Quand il y a la dictature c'est difficile d'avoir une société civile forte. Les dictateurs ont peur des

associations. François Duvalier, par exemple, a cassé la société civile dans les années 50 en domestiquant les syndicats, provoquant le départ de beaucoup d'enseignants vers l'Afrique. Jean-Claude Duvalier a été plus tolérant et a permis à des groupements communautaires de se former, les mêmes allaient jouer un rôle important dans son départ.

« A partir de 1986, une ouverture démocratique a permis une prolifération d'organisation de la société civile. Depuis on peut dire que celle-ci a

grandi numériquement et quantitativement. Ils ont favorisé des dialogues entre les différentes catégories sociales. L'un des rôles importants que va jouer la société civile est de renforcer la cohésion sociale dans le pays, favoriser le dialogue. Pour se mettre d'accord sur un projet de société, une orientation à donner à l'économie du pays, chacun va tirer de son côté et il n'y aura pas un effet de synergie pour construire la société ».



## L'Université souhaite participer à la reconstruction



Suite à la catastrophe du 12 janvier qui a ravagé la capitale, Jacmel, Léogane et Petit-Goâve, les autorités haïtiennes, des secteurs de la société civile, ont élaboré, de concert avec la communauté internationale, des plans de la reconstruction ou de la refondation d'Haïti.

Outre les institutions et les groupes organisés de la société civile, bien nombre de citoyens (artistes, écrivains, intellectuels et universitaires) ont leur propre vision de la (re) construction du pays. Si certains pensent que la catastrophe constitue une opportunité pour les Haïtiens de refonder ou reconstruire le pays, d'autres estiment, au contraire, qu'il arrive le temps de construire ce pays qui, selon eux, n'a jamais été construit. Dans la lignée de ces personnalités, se place l'universitaire Christian Rousseau, professeur à la faculté des Sciences et ancien membre du Conseil des sages.

Pour le professeur Christian Rousseau, reconstruire Haïti suppose que ce pays a été construit. « Or, on a un pays qui, avant le 12 janvier, n'était pas construit suivant les normes minimales, car toute construction implique les normes », a déclaré Christian Rousseau. Selon M. Rousseau, après une telle catastrophe dévastatrice, « la chose la plus capitale est de se questionner sur ce qu'on veut faire, sur l'avenir du pays ». Bref, de définir un plan d'où se dégagera une vision d'urbanisation, celle de la décentralisation, de la construction (infrastructures, maisons), du «

rééquilibrage » du pays. Pour le professeur, cette vision « manque aux différents plans proposés tant par le gouvernement et les secteurs de la société civile que par la communauté internationale lors des forums, colloques et conférences nationales internationales sur Haïti ».

En tant qu'universitaire, Christian Rousseau déplore la marginalisation de l'université dans les grandes assises, les rencontres nationales et internationales autour de la reconstruction du pays. « L'université est absente dans toutes ces activités consacrées à la reconstruction d'Haïti », se plaint le professeur. « Alors que, renchérit-il, le rôle de l'Université en Haïti consisterait à proposer des réflexions et des pistes de solution aux problèmes qui s'imposent dans le cadre de la refondation de ce pays. Dans n'importe quel autre pays, l'université est un partenaire incontournable ».

Par ailleurs, Christian Rousseau déclare constater le manque d'encadrement de la jeunesse haïtienne qui, dans toutes les sociétés, en constitue le socle et la relève. « C'est une jeunesse qui n'a ni référence ni de repère », déplore-t-il.

Fort du constat de cette situation, le professeur Christian Rousseau plaide en faveur d'un plan de (re) construction dans lequel l'université (qui doit sortir de sa situation de marginalisation) et la jeunesse (formée, éduquée et encadrée) seront intégrées.

## La reconstruction d'Haïti: Compter avec l'Université

Lors d'un colloque organisé en juin à Port-au-Prince le Rectorat de l'UEH (Université d'Etat d'Haïti) a lancé un forum de réflexion sur la Reconstruction d'Haïti. Pour le vice-recteur à la recherche, le professeur Fritz Deshommes, cette rencontre a permis de soulever un certain nombre de questions importantes et d'engager un vrai débat sur les différents projets de Reconstruction préparés après le séisme du 12 janvier.

« Nous avons recueillis des informations sur la réunion de New-York -où la Communauté internationale a promis 10 milliards à Haïti-, nous avons invité des experts internationaux pour partager leurs expériences de la Reconstruction », a dit M. Deshommes.

L'Université a cherché aussi à comprendre « la portée historique et la dimension des concepts de "Reconstruction et Refondation", leur implication et leur contenu », a expliqué le vice-recteur qui a soulevé la question de la souveraineté dans le processus de reconstruction.

Lors du colloque, l'UEH a pensé à mettre sur pied un Observatoire de la Reconstruction avec l'Université d'Etat mais également la participation des Universités privées d'Haïti ainsi que des acteurs tels que le gouvernement, le secteur privé et les groupes politiques. L'Université entend donc faire entendre sa voix dans la Reconstruction ou la Refondation d'Haïti.



## Le secteur service fortement victime se relance



Le tremblement de terre du 12 janvier 2010, l'une des plus grandes catastrophes des temps modernes, qui a frappé la capitale Haïtienne, Port-au-Prince et des villes de provinces a mis à genou les différents secteurs de la vie nationale. L'économie de l'Etat le plus pauvre de l'hémisphère a été terrassée. Le secteur des services, regroupant les hôtels, les sites touristiques et d'autres structures d'accueil, capables d'attirer des visiteurs au pays, ce secteur susceptible d'aider au progrès économique d'Haïti n'a pas été épargné.

Quelles sont les perspectives pour le secteur des services très affecté par le désastre. Christian Dominique, un administrateur qui travaille dans le milieu a accepté de partager sa vision avec ANSAM.

Avant le 12 janvier, Haïti comptait environ 2.000 chambres d'hôtels, une quantité qui doit être revue à la baisse aujourd'hui, car plusieurs hôtels situés dans les zones frappés par le séisme ont subi de gros dommages ou ont été tout simplement détruits. C'est le cas pour le luxueux hôtel Montana, situé dans les hauteurs de la capitale haïtienne, il comptait à lui seul 150 chambres. L'hôtel Karibe avec ses 86 chambres a été sérieusement endommagé, tout comme le Villa créole, el Rancho, l'hôtel Christopher. Ces cadres de référence de la capitale haïtienne ont été

rayés. Le secteur de L'hôtellerie haïtienne déjà pauvre a beaucoup perdu.

Après le tremblement de terre du 12 janvier dernier, Haïti et son peuple ont engagé des réflexions sur la reconstruction. Comment reconstruire ? La reconstruction des hôtels peut elle être faite sur les mêmes bases de l'avant 12 janvier? Quelles sont les perspectives à dégager en vue d'une meilleure reconstruction dans le secteur? N'est il pas venu le moment de moderniser les services, afin de rendre Haïti plus compétitive dans la Caraïbe? Ce sont les différentes questions qui sont agitées au cours de cette période de reprise progressive des activités socio-économiques dans le pays.

Directeur d'opération des hôtels Kinam, Christian Dominique milite pour un secteur des services plus efficaces en Haïti, afin d'être capable de concurrencer les voisins caribéens. « Servir c'est toute une éducation », soutient le spécialiste. « Les Haïtiens doivent prendre plaisir à bien servir, la qualité des services doit être améliorée en Haïti. Le visiteur doit pouvoir se sentir bien, il doit repartir avec satisfaction et avec l'envie de revenir. Pour cela, il faut que les services offerts aux visiteurs les portent à choisir Haïti comme destination », conseille l'homme d'affaire.

M. Christian qui suggère la construction de beaucoup plus de chambres d'hôtels, mieux



équipés. Selon lui, « la première condition pour rendre le secteur des services plus compétitif c'est d'augmenter sa capacité d'accueil ».

« A côté, il faut aussi penser à établir en Haïti des services qui garantissent la sécurité des visiteurs. Ce qui nécessite la construction d'hôpitaux et des centres de diagnostic. En cas de malaise qui nécessiterait une intervention d'urgence, le visiteur doit pouvoir trouver les soins nécessaires sur place. Les autorités haïtiennes doivent aussi faire face à l'insécurité sous toutes ses formes. Le touriste ne doit pas penser qu'il va se faire dépouiller en visitant les rues d'Haïti, il faut dissiper la peur du visiteur en changeant l'image qu'on donne du pays à l'extérieur. Il faut enlever Haïti de la liste des destinations déconseillées ».

Christian Dominique soutient par ailleurs qu'« Il est temps de penser au développement du tourisme en Haïti car ce secteur peut soutenir le progrès économique du pays ». Haïti détient les atouts nécessaires au développement des activités touristiques. Géographiquement Haïti se trouve dans une position favorable, la diversité de son climat, ses plages, constituent des acquis naturels dont la protection et la bonne exploitation peuvent rendre prospère l'ancienne perle des Antilles. L'histoire d'Haïti est l'une des plus belles

histoires des Amériques, qui lui laisse des sites historiques légendaires, comme la localité de Milot, située au nord d'Haïti. Là se trouve la Citadelle Laferrière, une œuvre monumentale qui attire la curiosité du monde entier, un espace qui peut accueillir un site touristique et des hôtels. D'autres sites pouvaient être pris en exemple. Il est incontournable d'exploiter ces acquis naturels et historiques, rares dans la Caraïbe, en vue du développement du tourisme.

Christian Dominique plaide aussi pour l'arrivée de capitaux étrangers dans le secteur afin de pouvoir le relancer efficacement. « Aujourd'hui l'investissement national est très faible et insuffisant à son progrès. Pour un plus grand développement des services en Haïti, il faut l'ouverture du marché à l'investissement d'autres capitaux », croit-il. Donc dans la dynamique de la reconstruction et l'amélioration de la qualité des services, on doit compter avec l'investissement de nouveaux capitaux nationaux et étrangers, qui aideront à la modernisation du secteur.

Les haïtiens doivent profiter de ce côté positif de la reconstruction, qui permet de repenser ce qui a été déjà fait, afin de développer et moderniser les services dans un pays où les potentiels sont multiples.



## Biographie Dr. Joe Leitmann

Le Dr Joe Leitmann vient d'être nommé gestionnaire du programme « Fonds pour la reconstruction d'Haïti ». Il était le fondateur du Fonds multi-donateurs pour Aceh et Nias qui a fourni 700 millions de dollars pour la reconstruction post-tsunami en Indonésie. Jusqu'à tout récemment, Joe a été nommé Spécialiste de l'environnement pour la Banque mondiale en Asie de l'Est / Pacifique, à son retour à Washington, DC suite à 13 ans de missions sur le terrain en Indonésie, au Brésil et en Turquie.

Au cours de ses 25 ans à la Banque, Joe Leitman a travaillé sur le développement urbain, l'énergie pour les pauvres, la gestion des ressources naturelles, l'environnement, la reconstruction post-catastrophe, et le changement climatique. Avant de rejoindre la Banque, il a servi pendant deux ans en tant que volontaire du Peace Corps travaillant sur le développement rural. Il est titulaire d'un doctorat en planification urbaine et régionale de l'UC Berkeley et un député de la Harvard's Kennedy School of Government. Joe est également l'auteur de « Sustaining Cities: Environmental Planning and Management in Urban Design »

"Dr. Joe Leitmann has just been named as the Program Manager for the Haiti Reconstruction Fund. He was the founder and first manager of the Multi Donor Fund for Aceh and Nias which provided \$700 million for post-tsunami reconstruction in Indonesia. Until recently, Joe was Lead Environmental Specialist for the World Bank in East Asia/Pacific, having recently returned to Washington, DC from 13 years of field assignments in Indonesia, Brazil and Turkey.



During his 25 years at the Bank, Joe has worked on urban development, energy for the poor, natural resource management, environment, post-disaster reconstruction, and climate change. Prior to joining the Bank, he served for two years as a Peace Corps volunteer working on rural development. He holds a PhD in City and Regional Planning from U.C. Berkeley and an MPP from Harvard's Kennedy School of Government. Joe is also the author of Sustaining Cities: Environmental Planning and Management in Urban Design."



## Alexandre Abrantes Envoyé Spécial de la Banque mondiale en Haïti

Monsieur Alexandre Abrantes, un ressortissant portugais, a rejoint la Banque en 1992 à la vice présidence du LCR en tant que spécialiste en santé publique. Il a depuis occupé plusieurs postes dont celui de directeur sectoriel dans la région Afrique. Sa plus récente affectation a été Manager de portefeuille et des opérations à l'Office du Brésil. Il est l'Envoyé Spécial de la Banque en Haïti.



**Ansam**  
Magazine de la Banque Mondiale en Haïti